**Monsieur le Président,
Mes chers collègues,**

Je vous remercie d'avoir organisé ce débat sur l'avenir du département car le sujet en vaut la peine, au-delà même de son actualité politique.

Une réforme de notre organisation territoriale est nécessaire. J'en suis persuadé depuis longtemps puisque j'avais voté, sous le précédent quinquennat, la loi instituant des conseillers territoriaux en lieu et place des conseillers généraux et régionaux. Dans un pays qui s'illustre par son conservatisme et qui est rétif à toutes les réformes, c'était une voie intelligente pour rationaliser en douceur les compétences de ces deux grandes institutions territoriales. La nouvelle majorité s'est empressée de l'annuler, assez bêtement puisque André Vallini lui-même regrettait cette décision dans une interview au Monde le 3 février dernier.

Aujourd'hui nous sommes face à une nouvelle réforme gouvernementale, aussi autoritaire qu'irrationnelle. Faut-il pour autant céder au conservatisme ? Je ne le crois pas et c'est pourquoi je m'abstiendrai car ce vœu n'est qu'un joli plaidoyer pro domo et ce que les militaires appellent une « gesticulation ».

D'autant que je m'interroge sur les perspectives d'avenir et la cohérence de nos objectifs politiques.

Si nous croyons dans les vertus du Conseil Général, pourquoi interrompre des projets majeurs sur lesquels nous travaillons depuis plus de deux ans et que nous avons tous approuvés comme nos investissements dans la fibre optique, indispensable au développement des entreprises et des services en zone rurale ? La réforme que prépare le gouvernement devrait être une raison supplémentaire d'agir vite pendant que nous en avons encore les moyens comme le font l'Eure et Loir ou l'Oise ! Au lieu de cela, les procédures de mise en concurrence ont été brutalement interrompues dans des conditions telles que la directrice du numérique, une femme réputée pour sa compétence et son professionnalisme, quitte le Conseil Général.

Monsieur le Président, vous nous avez dit au début de cette séance, « pas la fibre pour tous, mais le haut débit pour tous ». D'un point de vue technique, c'est prendre des vessies pour des lanternes.

Du point de vue des territoires, cela veut dire que l'on abandonne la solidarité territoriale entre zones urbaines et zones rurales, une des missions essentielles du Conseil Général à côté de la solidarité sociale. Cela veut dire que nous aurons une fracture numérique entre les territoires et que les zones urbaines vont perdre un solide argument pour inciter les opérateurs privés à passer la fibre dans les zones pavillonnaires où la rentabilité est médiocre.

Du point de vue du coût, nous avons obtenu des subventions de l'Etat pour 32 millions d'euros, une subvention du Conseil régional d'Ile de France pour un peu plus de 20 millions d'euros et les intercommunalités doivent apporter plus de 18 millions d'euros, soit près de la moitié du coût d'investissement. Le reste représente environ 80 millions d'euros, le double de ce qui a été voté ce matin pour réaliser une déviation routière de 3,5km à Saint Nom la Bretèche !

Par ailleurs, si j'en crois des déclarations du président parues dans *Le Moniteur* du 2 mai, notre avenir serait dans une union interdépartementale avec les Hauts de Seine et le Val d'Oise. Voilà qui laisse perplexe.

Ainsi Patrick Devedjian, président du Conseil Général des Hauts de Seine, s'oppose à la métropole du Grand Paris dans sa forme actuelle, mais il est « favorable à la métropole » comme il l'a affirmé dans une interview au Monde le 12 juin. Mais alors quelle métropole ? Une métropole revue et corrigée qui semblerait se confondre avec le Conseil régional d'Ile de France puisqu'il a déclaré « soit la Région absorbe la métropole, soit la métropole absorbe la Région ».

Bref, tout cela manque de clarté et en toute hypothèse, ce rapprochement Yvelines – Hauts de Seine reste chimérique tant que la loi n'est pas modifiée.

Quant au rapprochement avec le Val d'Oise, il est peut-être pertinent vu depuis la vallée de la Seine, mais certainement pas vu du sud du département. La dynamique de l'Opération d'Intérêt National de Paris-Saclay, dont je rappelle qu'elle a été initiée par notre majorité, rapproche l'ensemble SQY – Versailles Grand Parc de certaines parties de l'Essonne pendant que Rambouillet tisse des liens avec l'Eure et Loir. Rien à voir avec le Val d'Oise.

J'ai d'ailleurs été très surpris par la teneur de la déclaration du président devant la CDCI le 1^{er} juillet : si j'ai bien compris, il a purement et simplement menacé de couper les subventions du Conseil Général aux EPCI qui se rapprocheraient de communes de l'Essonne. Cela m'a surpris car la Constitution interdit la tutelle d'une collectivité sur une autre, encore plus surpris puisque les présidents de Versailles Grand Parc et de la CASQY n'ont nulle intention de mariage... Et si le préfet devait les marier de force à des communes de l'Essonne, il n'y aurait aucune raison de prendre des mesures punitives.

Car la dynamique du pôle de développement de Paris-Saclay est désormais une réalité. Les entreprises, elles, ne s'y trompent pas comme SAFRAN ou l'Air Liquide qui y installent ou y développent de grands centres de recherche. Fort heureusement, nous venons de confirmer le soutien du Conseil Général à l'ITE Védécom et j'espère que nous soutiendrons l'installation des laboratoires de l'Ecole des Mines à côté de SAFRAN.

En bref, méfions-nous de rapprochements artificiels qui ne respecteraient pas les dynamiques territoriales réelles et veillons à traiter équitablement tous les territoires. C'est le meilleur moyen de défendre notre institution.

VEDECOM

Ce point a été ajouté à l'ordre du jour la semaine dernière et c'est une bonne chose car cette délibération était très attendue par tous les partenaires du projet, notamment les industriels.

C'est un engagement important de 4,5 millions d'euros sur 3 ans qui confirme notre politique de soutien à l'innovation, en particulier dans le secteur de l'automobile qui est le premier employeur du département.

Il est à noter que les domaines de recherche ont évolué très rapidement. Si les questions de motorisation restent évidemment très présentes, l'électronique embarquée et les technologies d'aide à la conduite comme la délégation de conduite occupent une place croissante dans les projets de recherche.

Je soutiens ce projet depuis l'origine et je vais continuer en votant cette délibération car nous devons aider cette industrie à s'adapter aux mutations structurelles du marché. Ne perdons pas de vue ce qu'elle rapporte au département au titre de la CVAE ou du foncier bâti.

RENAULT FLINS

Le site de Flins, même s'il a perdu beaucoup d'emplois, reste un employeur majeur en vallée de Seine et le CG doit le soutenir dans la mesure de ses compétences et de ses moyens.

Nous l'avons fait par une série de mesures sur lesquelles je ne reviendrai pas. Mais ce site reste soumis à une très rude concurrence interne que j'avais étudiée en détail l'an dernier. L'usine directement concurrente de Bursa en Turquie produit des Clio à des prix sortie d'usine inférieurs à ceux de Flins.

On sait moins que le site de Flins est aussi un producteur majeur de pièces détachées embouties pour d'autres établissements du groupe, en concurrence avec un site espagnol. Tout se joue à quelques centimes par pièce, c'est dire l'intérêt d'une amélioration de la robotisation et je suis heureux, monsieur le président, que vous ayez pu trouver un accord avec les services de l'Etat. Je voterai donc cette délibération.

PARCS NATURELS REGIONAUX

Cette délibération ne concerne curieusement que le Parc naturel régional du Vexin alors que nous avons coutume d'examiner ensemble le financement des deux parcs naturels régionaux situés dans les Yvelines.

Le mécanisme de financement de nos opérations est assez complexe puisque nous votons notre budget en mars, après échanges avec la Région et les Conseil Généraux, pour une notification aux bénéficiaires pendant l'été après le vote des Assemblées régionales et départementales.

Sans vote de notre Assemblée avant l'été, toutes les opérations nouvelles sont donc bloquées ce qui est une très mauvaise nouvelle pour les 43 communes des Yvelines qui font partie du Parc (il n'y en a que 8 de l'Essonne).

Voici 15 jours, je vous avais demandé d'ajouter le financement du Parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse à l'ordre du jour de cette séance, comme cela a été fait pour Védécom ou Flins. A défaut, pouvez-vous accorder au Parc une autorisation de démarrage anticipé afin de ne pas retarder la mise en œuvre de son programme d'actions ?